



AEFE - CONSEIL d'ADMINISTRATION

du jeudi 28 novembre 2024

DÉCLARATION LIMINAIRE

des syndicats de la FSU

Avant de commencer la lecture de notre déclaration liminaire, la FSU exprime sa pleine solidarité aux collègues et familles des pays en guerre. Nous y reviendrons dans les points d'actualité.

N'en jetez plus, la coupe est pleine !

Ainsi pourrait-on résumer la déclaration de la FSU à ce Conseil d'administration, tant les attaques sont nombreuses et violentes.

Envers les fonctionnaires tout d'abord à travers le projet dévoilé par le Ministre de la Fonction publique d'application de trois journées de carence, à travers la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie, de la suppression de la GIPA, en plus évidemment du gel du point d'indice. Nos organisations en intersyndicale CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent tous les agents et toutes les agentes à se mettre en grève jeudi 5 décembre pour une première journée de mobilisation. Il en est de même au MEAE notre tutelle, comme au sein de l'opérateur public où les organisations ici présentes (FSU, UNSA, SGEN-CFDT) appellent à la grève et à la mobilisation en intersyndicale, dans le réseau comme en Centrale.

C'est le moins que l'on puisse faire car l'Agence n'est pas en reste lorsqu'il s'agit d'attaquer ses personnels :

Dans les EGD, les personnels de droit local se voient proposer des revalorisations annuelles indignes de l'opérateur public. De fortes mobilisations ont lieu, en ce moment même, en Espagne et au Maroc et impliquent toutes les catégories de personnels.

Au Maroc, c'est une augmentation de 0.2% du point d'indice qui est proposée, en dépit de toute logique de pays : ainsi, les personnels des EGD au Maroc voient leurs homologues à l'Ambassade ou à l'Institut français bénéficier d'une augmentation de 5 à 6% du point d'indice. Les personnels des EGD le vivent comme une humiliation, comme une insulte.

Dans un autre EGD, à Dakar, les personnels en grève depuis plusieurs semaines exigent rien de plus que l'application du droit du travail local. Où est l'employeur exemplaire qui laisse ainsi bafouer la réglementation ?

Aucune catégorie n'est épargnée et les personnels détachés en savent quelque chose :

De nouvelles fermetures de postes sont annoncées dans le réseau et elles viendront une fois de plus affaiblir les établissements : comment ne pas comprendre que ces arbitrages minent le réseau historique, participent à sa fragilisation et sapent le moral des personnels ? C'est une catastrophe pour les établissements.

Les discussions dignes de ce nom sont sans cesse repoussées comme celle sur l'ISVL/ICCVL des personnels résidents et détachés, ou celle sur les indemnités statutaires non versées aux titulaires en détachement.

Le dossier de l'avantage familial doit impérativement être ouvert à nouveau. La Directrice générale a choisi de l'enterrer mais il y a urgence. On nous a promis des discussions : quand vont-elles commencer ? Les engagements doivent être tenus et la seule réponse donnée ne peut être de menacer des personnels sur leur contrat ou, plus pernicieux encore, de leur suggérer d'enlever leurs enfants des établissements parce qu'ils appliquent nos consignes syndicales de ne payer qu'à la hauteur de ce qu'ils perçoivent. Tout le monde semble avoir oublié ce qu'est l'avantage familial mais les élus FSU sont là pour vous le rappeler. Une telle réaction de la part de l'Agence nous incite fortement à faire évoluer notre consigne en non paiement total des frais de scolarité !

La situation n'est plus tenable et les violences subies par les personnels les font s'interroger sur la loyauté qu'ils ont pour l'institution. L'Agence ne peut continuer à voir ses personnels souffrir sans prendre la mesure des urgences. Elle ne peut continuer à couper dans les moyens tout en organisant sa propre concurrence.

Les personnels du réseau ont besoin du soutien inconditionnel de l'Agence, ils ont besoin d'une politique volontariste, ambitieuse, ouverte sur le monde, avec une grande ambition diplomatique face à un réel risque de polarisation, le tout sans renoncer aux valeurs qui fondent notre école. Les personnels ont besoin de stabilité, avec une vraie reconnaissance salariale, avec la fin du bornage qui fait de nos établissements des lieux de passage. Les personnels ont besoin de mesurer l'engagement réel de l'opérateur public par la consolidation des postes de détachés, et par un soutien financier mais aussi politique et moral.